

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

12 avril 2021

**PROPOSITION DE RÉSOLUTION**

**relative à l'aide  
aux veuves et aux veufs  
qui perdent leur conjoint**

(déposée par  
Mmes Anja Vanrobaeys et Sophie Thémont)

---

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

12 april 2021

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

**met betrekking tot de ondersteuning  
van weduwen en weduwnaars  
die hun partner verliezen**

(ingediend door  
de dames Anja Vanrobaeys en Sophie Thémont)

---

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: VB
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numerering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La perte d'un conjoint est un événement particulièrement douloureux, surtout si elle survient à un jeune âge. En plus des émotions et du chagrin, les jeunes veuves et veufs doivent se frayer un chemin dans un dédale d'obligations administratives et faire face à de nombreux problèmes financiers pendant cette période de deuil, en raison de la perte de revenus sur lesquels reposent les dépenses du ménage. Ces démarches laissent peu de place à leur propre processus de deuil et à celui de leurs enfants.

### Allocation de transition

En 2015, la réglementation relative à la pension de survie a été modifiée<sup>1</sup>. Toute personne ayant perdu son conjoint avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 est soumise à la réglementation selon laquelle le conjoint survivant reçoit par défaut une pension de survie basée sur la carrière professionnelle du conjoint décédé. Si la perte du conjoint a eu lieu après le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le régime qui prévaut prévoit deux allocations pour le conjoint survivant: la pension de survie et l'allocation de transition. Un critère d'âge détermine quelle allocation s'applique à la situation. À l'heure actuelle, l'âge minimum pour avoir droit à une pension de survie est de 48 ans; cette condition d'âge sera portée à 50 ans d'ici 2025. Toute personne qui perd aujourd'hui son conjoint avant l'âge de 48 ans n'a plus droit à une pension de survie, mais à une allocation transitoire temporaire de 24 mois s'il y a des enfants ou de 12 mois s'il n'y a pas d'enfants.

Le régime mis en place en 2015 visait à éviter les pièges à l'inactivité, à savoir que pour préserver leur droit à une pension de survie, les conjoints, généralement les femmes, réduisent leur propre carrière, voire l'arrêtent complètement. Mais le régime de l'allocation transitoire temporaire présente une série d'effets secondaires indésirables. Une personne qui perd son conjoint alors qu'elle est encore jeune a toujours les mêmes charges après un ou deux ans: les factures continuent de tomber, la maison doit continuer à être remboursée et les frais de garde des enfants ou les études des jeunes doivent être payés avec le revenu du conjoint restant, alors que les dépenses sont calculées sur un double revenu familial.

<sup>1</sup> Loi du 5 mai 2014 portant modification de la pension de retraite et de la pension de survie et instaurant l'allocation de transition dans le régime de pension des travailleurs salariés et portant suppression progressive des différences de traitement qui reposent sur la distinction entre ouvriers et employés en matière de pensions complémentaires.

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Een partner verliezen is bijzonder zwaar, zeker op jonge leeftijd. Bovenop de emoties en het verdriet, moeten jonge weduwen en weduwnaars zich een weg banen in een doolhof van administratieve verplichtingen en stellen ze zich tijdens deze rouwperiode tal van financiële vragen omwille van het verlies van inkomen waarop de uitgaven van het gezin zijn berekend. Hierdoor blijft weinig ruimte over voor de eigen rouwverwerking en die van de kinderen.

### Overgangsuitkering

Sinds 2015 is de regelgeving met betrekking tot het overlevingspensioen gewijzigd<sup>1</sup>. Voor wie zijn huwelijkspartner verloor voor 1 januari 2015 geldt de regeling dat de langstlevende partner standaard een overlevingspensioen ontvangt op basis van de beroepsloopbaan van de overleden huwelijkspartner. Bij een verlies na 1 januari 2015 telt de regeling van twee uitkeringen voor de langstlevende echtgenoot: het overlevingspensioen en de overgangsuitkering. Via een leeftijdscriterium wordt bepaald welke van deze uitkering op de situatie van toepassing is. Vandaag is de minimumleeftijd om recht te hebben op een overlevingspensioen 48 jaar en die leeftijdsgrens wordt tegen 2025 verder opgetrokken tot 50 jaar. Wie vandaag zijn partner verliest voor de leeftijd van 48 jaar, heeft geen recht meer op een overlevingspensioen maar op een tijdelijke overgangsuitkering van ofwel 24 maanden als er kinderen zijn ofwel 12 maanden als er geen kinderen zijn.

De regeling die in 2015 werd ingevoerd, had tot doel inactiviteitsvallen te vermijden, waarbij de partner, in de meeste gevallen vrouwen om hun recht op overlevingspensioen te vrijwaren hun eigen loopbaan gingen afbouwen of zelfs volledig stopzetten. Maar het systeem van de tijdelijke overgangsuitkering heeft een aantal ongewenste neveneffecten. Wie jong zijn partner verliest, heeft na één of twee jaar nog steeds dezelfde lasten, de facturen blijven doorlopen, het huis moet verder worden afbetaald en de kosten voor kinderopvang of verdere studies van de kinderen moeten met het inkomen van de overblijvende partner worden betaald, terwijl de uitgaven zijn berekend op een dubbel gezinsinkomen.

<sup>1</sup> Wet van 5 mei 2014 tot wijziging van het rustpensioen en het overlevingspensioen en tot invoering van de overgangsuitkering in de pensioenregeling voor werknemers en houdende de opheffing van de verschillen in behandeling die berusten op het onderscheid tussen werklieden en bedienden inzake aanvullende pensioenen.

En outre, la pension de survie moyenne est déjà faible, à savoir 1 200 euros bruts par mois pour les hommes et 1 100 euros bruts par mois pour les femmes. On ne trouve pas de chiffres distincts concernant l'allocation de transition moyenne sur le site [www.pensionstat.be](http://www.pensionstat.be), mais ce revenu de remplacement ne compense pas le revenu du travail. Les personnes qui ne travaillaient pas ou travaillaient à temps partiel avant le décès de leur conjoint doivent retrouver, après un ou deux ans, une place sur le marché du travail, ce qui doit leur permettre non seulement de subvenir aux besoins du ménage en étant isolées, mais aussi de concilier vie professionnelle et vie de famille.

Cette difficulté est également reconnue par la jurisprudence<sup>2</sup> selon laquelle les nouvelles règles en matière de pension de survie pourraient être anticonstitutionnelles et pourraient entraîner, en particulier pour le conjoint survivant avec enfants, une régression injustifiée de ses droits sociaux fondamentaux. La Cour constitutionnelle a également confirmé cette crainte dans l'arrêt n° 135/2017 du 30 novembre 2017. Si la Cour comprend que le nouveau régime vise à lutter contre les pièges à l'emploi, elle reconnaît que le relèvement à 55 ans de l'âge requis pour bénéficier d'une pension de survie accroît le risque de pauvreté pour un groupe cible vulnérable de personnes ayant des enfants à charge et qui n'exerçaient pas d'activité professionnelle avant d'être veuves, ou seulement une activité à temps partiel, ce risque accru de pauvreté n'étant pas raisonnablement justifié au regard de l'objectif poursuivi. Dans cette optique, la Cour constitutionnelle a annulé le relèvement de l'âge requis à 55 ans dans les articles 9, 10 et 21 de la loi du 10 août 2015 visant à relever l'âge légal de la pension de retraite et portant modification des conditions d'accès à la pension de retraite anticipée et de l'âge minimum de la pension de survie.

En outre, ce système laisse toujours subsister un piège fiscal en matière de pensions, notamment en cas de cumul de l'allocation de transition avec un autre revenu du travail. En tant qu'isolé, le conjoint survivant se trouvera alors dans une tranche d'imposition supérieure, de sorte que, dans certains cas, la moitié des allocations perçues devra être remboursée à l'administration fiscale deux ans plus tard. Les bénéficiaires conscients de ces dispositions épargneront une partie suffisante de leurs allocations, mais celles-ci ne pourront dès lors pas être utilisées pour compenser la perte financière du ménage. Quant aux bénéficiaires qui ignorent ces dispositions, ils devront trouver une solution deux ans plus tard, lorsqu'ils recevront leur avertissement-extrait de rôle.

<sup>2</sup> Trib. trav. Liège, (section Namur), 19 septembre 2019, AR 17/1 305/A, Trib. Trav. Liège (section Namur), 17 janvier 2017.

Bovendien is het gemiddeld overlevingspensioen al laag, namelijk 1 200 euro bruto per maand voor mannen en 1 100 euro bruto per maand voor vrouwen. Over de gemiddelde overgangsuitkering zijn geen aparte cijfers beschikbaar op [www.pensionstat.be](http://www.pensionstat.be), maar dit vervangingsinkomen compenseert niet het inkomen van de partner die wegvalt. Wie voor het overlijden van zijn of haar partner niet of deeltijds heeft gewerkt, moet na één of twee jaar opnieuw een plaats vinden op de arbeidsmarkt wat niet alleen moet toelaten het gezin als alleenstaande te onderhouden maar ook werk en gezin te combineren.

Deze moeilijkheid wordt ook erkend door de rechtspraak<sup>2</sup> die stelt dat de nieuwe regels inzake het overlevingspensioen ongrondwettelijk kunnen zijn, en in het bijzonder voor langstlevende echtgenoten met kinderen een ongerechtvaardigde achteruitgang kunnen betekenen in sociale grondrechten. Ook het Grondwettelijk Hof heeft in het arrest nr. 135/2017 van 30 november 2017 die stelling bevestigd. Hoewel het Hof begrijpt dat de nieuwe regeling een werkloosheidsval wil tegengaan, erkent het Hof dat de verdere leeftijdsverhoging tot 55 jaar om recht te hebben op een overlevingspensioen het armoederisico vergroot voor een kwetsbare doelgroep met kinderen ten laste en die voor het overlijden geen of slechts een deeltijdse beroepsactiviteit uitoefenden, wat niet redelijk verantwoord is ten opzichte van de nagestreefde doelstelling. In die optiek heeft het Grondwettelijk Hof de verdere optrekking van de leeftijd naar 55 jaar in de artikelen 9, 10 en 21 van de wet van 10 augustus 2015 tot verhoging van de wettelijke leeftijd voor het rustpensioen en tot wijziging van de voorwaarden voor de toegang tot het vervroegd pensioen en de minimumleeftijd van het overlevingspensioen vernietigd.

Daarnaast blijft in het systeem nog een fiscale pensioenval over, zeker wanneer de overgangsuitkering wordt gecumuleerd met een ander inkomen uit werk. Als alleenstaande komt de langstlevende partner hierdoor in een hogere belastingschijf terecht, waardoor in sommige gevallen de helft van de uitkering twee jaar later moet terugbetaald worden aan de belastingen. Wie hiervan op de hoogte is, zet voldoende van zijn overgangsuitkering opzij, maar daardoor kan de uitkering niet ingezet worden om het financieel verlies voor het gezin te compenseren. Wie onwetend is, moet twee jaar later maar een oplossing vinden als het aanslagbiljet binnen valt.

<sup>2</sup> Arbrb. Luik (afd. Namen), 19 september 2019, AR 17/1 305/A, Arbrb Luik (afd. Namen), 17 januari 2017.

Par ailleurs, le droit à l'allocation de transition s'éteint si la demande n'est pas introduite dans les douze mois du décès, sauf si le bénéficiaire a des enfants à charge ou si le conjoint décédé bénéficiait déjà d'une pension. Ce délai de douze mois semble long, mais sur ce plan-là aussi, la réalité est plus complexe qu'il n'y paraît. L'allocation de transition doit en effet être demandée à des instances qui varient en fonction du statut sous lequel travaillait le conjoint décédé mais ces informations sont méconnues, et il est certain qu'à une époque où de plus en plus de personnes travaillent sous différents statuts ou passent d'un statut à l'autre en cours de carrière, la recherche d'attestations et de fiches de paie ainsi que des organismes de sécurité sociale compétents où la demande peut être introduite est parfois très longue pour le conjoint survivant.

### Soutien

En plus de son chagrin et de ses émotions, le conjoint survivant doit également gérer de nombreuses formalités administratives. Outre l'absence de soutien émotionnel durant le deuil, l'ASBL ODOS déplore surtout, à ce égard, l'absence d'encadrement et d'accompagnement administratif. Les comptes bancaires sont bloqués et toutes les factures doivent être rentrées à la banque avant de pouvoir être payées. Le décès doit être déclaré et les funérailles doivent être organisées. Lorsque le couple a des enfants, la justice de paix doit intervenir. Le montant des allocations familiales doit être modifié. Le conjoint survivant doit en outre reprendre à son nom tous les contrats conclus au nom du conjoint décédé, par exemple les contrats de fourniture de gaz et d'électricité ou l'abonnement internet. De plus, il arrive souvent qu'il soit impossible d'accomplir une formalité administrative avant qu'une autre soit accomplie, ce qui requiert chaque fois d'introduire les formulaires *ad hoc*. Selon l'ASBL ODOS, qui propose son aide aux personnes ayant perdu un conjoint jeune, il faut près d'un an pour accomplir toutes ces formalités administratives. Cette association indique que les conjoints survivants sont tellement absorbés par ces formalités qu'ils n'ont pas le temps de faire leur deuil et qu'ils sont obligés de passer en mode de survie, après quoi ils en paient le prix sur le plan de la santé mentale.

Pour leur soutien émotionnel, les enfants et le conjoint survivant peuvent recourir au système de remboursement partiel des frais de soins psychologiques en vigueur depuis avril 2019, système qui permet aux patients à qui une prescription a été délivrée à cet effet par un médecin généraliste ou par un psychiatre de suivre un maximum de huit sessions par an auprès d'un psychologue ou orthopédagogue clinicien "conventionné". Mais ce système est actuellement encore trop peu transparent et trop complexe. De nombreux généralistes n'ont pas

Het recht op een overgangsuitkering vervalt ook wanneer het niet binnen de 12 maanden na het overlijden wordt aangevraagd, tenzij er kinderen ten laste zijn of de overleden partner reeds een pensioen genoot. Twaalf maanden lijkt lang, maar ook hier is de realiteit complexer. De overgangsuitkering moet bij andere instanties worden aangevraagd naargelang het statuut waaronder je overleden partner heeft gewerkt. Die informatie ontbreekt en zeker nu meer mensen tijdens hun loopbaan onder verschillende statuten werken of verschillende statuten combineren, is dat voor de langstlevende partner soms een hele zoektocht naar attesten en loonfiches en de bevoegde sociale zekerheidsinstellingen waar de aanvraag kan worden ingediend.

### Ondersteuning

Naast het verdriet en de emoties, komt de langstlevende echtgenoot terecht in een administratieve rompslomp waar hij/zij niet meer wijs uit geraakt. Volgens de vzw ODOS ontbreekt hier naast emotionele ondersteuning voor de rouwverwerking vooral administratieve omkadering en begeleiding. Bankrekeningen worden geblokkeerd en alle facturen moeten bij de bank worden ingediend vooraleer ze kunnen worden betaald. Het overlijden moet worden aangegeven en de afscheidsplechtigheid moet worden geregeld. Wanneer er kinderen zijn, moet het vrederecht worden ingeschakeld. De kinderbijslag moet worden aangepast. Alle contracten op naam van de overleden partner, zoals elektriciteit, gas, internetabonnement, moeten op eigen naam worden overgenomen. Bovendien kan het ene vaak niet geregeld worden vooraleer het andere is afgehandeld en daarvoor moeten telkens de juiste formulieren worden ingediend. Volgens vzw Odos, die mensen na jong partnerverlies ondersteunt, is ongeveer één jaar nodig om alle administratie op orde te krijgen. Zij geven aan dat mensen het bos door de bomen niet meer zien, waardoor ze geen tijd over hebben om te rouwen en noodgedwongen overschakelen naar een overlevingsmodus. Hiervoor wordt op vlak van mentale gezondheid achteraf een prijs betaald.

Voor de emotionele ondersteuning kunnen zowel de kinderen als de langstlevende partner terugvallen op het systeem van gedeeltelijke terugbetaling van psychologische zorg dat in werking is sinds april 2019. Op basis daarvan kan een patiënt via een voorschrift van de huisarts of de psychiater maximaal 8 sessies per jaar volgen bij een "gecontracteerde" klinisch psycholoog of orthopedagoog. Maar dat systeem is momenteel nog te weinig transparant en te complex. Veel huisartsen zijn hiervan onvoldoende op de hoogte en te weinig

suffisamment connaissance de son existence et trop peu de psychologues y recourent en raison de la faiblesse du tarif prévu par consultation. En outre, le processus de deuil ne peut pas être réduit à un nombre maximal de sessions, certainement pas lorsque qu'il s'agit d'enfants qui perdent un de leurs parents. Chaque personne est différente et gère son deuil à sa manière. Les enfants gèrent le deuil différemment selon leur âge et leur niveau de développement, l'un pouvant se contenter du soutien de sa famille et de ses amis tandis qu'un autre aura besoin d'un accompagnement professionnel. Toutefois, à cet égard également, les familles endeuillées se heurtent à des obstacles pratiques et financiers.

### Allocations familiales

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, les allocations familiales ont été régionalisées. Un enfant relève de l'ancien ou du nouveau régime en fonction de sa date de naissance et de la date de décès du parent. Si le parent est décédé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019, les enfants conserveront les allocations familiales majorées qu'ils percevaient à la fin de 2018. Si le parent est décédé après le 1<sup>er</sup> janvier 2019, ils relèveront immédiatement du nouveau panier de croissance, même si ces enfants sont nés avant 2019 et ont bénéficié des montants de l'ancien régime jusqu'au décès de l'un des parents. Cette lacune dans la législation a pour conséquence que ces enfants reçoivent moins d'allocations familiales, à un moment où une partie du revenu familial disparaît.

### Comptes bancaires

Après le décès d'un conjoint, tous les comptes et cartes bancaires, y compris le compte propre, sont temporairement bloqués jusqu'à la présentation du certificat d'hérédité. Il n'est plus possible de retirer de l'argent liquide ni de payer les factures, et les ordres permanents et domiciliations sont arrêtés pendant un à quatre mois. Pour surmonter cette période, le conjoint survivant reçoit toutefois, en vertu de l'article 1240<sup>ter</sup> du Code civil, un pécule à hauteur de la moitié du montant figurant sur tous les comptes courants et comptes d'épargne bloqués, avec un maximum de 5 000 euros.

Cela permet, sur la base dudit article 1240<sup>ter</sup> du Code civil, de payer les factures urgentes, comme les frais de pompes funèbres, le loyer et l'électricité, sans qu'il soit nécessaire de produire un certificat ou un acte d'hérédité. La banque décide si ces factures sont admises en vertu des conditions légales. Les factures relatives à la garde d'enfants ou à l'abonnement à internet, par exemple, ne relèvent pas des conditions légales, même si cela donne parfois lieu à des discussions dans la pratique. Parfois, la banque refuse le paiement dans un premier

psychologues stapten in het systeem omwille van het laag vastgestelde tarief voor een consultatie. Bovendien is rouwverwerking niet te vatten in een maximaal aantal sessies, zeker al niet als het kinderen zijn die één van hun ouders verliezen. Iedereen is uniek en verwerkt verlies op zijn manier. Kinderen gaan anders om met dat verlies naargelang hun leeftijd en ontwikkelingsniveau. De ene kan het alleen met steun van familie en vrienden, de andere heeft nood aan professionele begeleiding, maar ook hier botsen gezinnen die al een groot verlies moeten verwerken op praktische en financiële drempels.

### Kinderbijslag

Sinds 1 januari 2019 is de kinderbijslag geregionaliseerd. Of een kind binnen het oude dan wel het nieuwe systeem valt is afhankelijk van zijn geboortedatum en de overlijdensdatum van de ouder. Als een ouder overleden is voor 1 januari 2019, dan blijven de kinderen de verhoogde kinderbijslag behouden die ze eind 2018 ontvingen. Als de ouder overleden is na 1 januari 2019, dan vallen zij in Vlaanderen meteen onder het nieuwe groeipakket, zelfs wanneer deze kinderen geboren zijn voor 2019 en tot aan het overlijden van één van de ouders de bedragen van het oude systeem kregen. Dit hiaat in de wetgeving zorgt ervoor dat deze kinderen plots minder kinderbijslag krijgen op een moment dat een deel van het gezinsinkomen wegvalt.

### Bankrekeningen

Na het overlijden van een partner, worden alle bankrekeningen en bankkaarten, ook de rekening op de eigen naam, tijdelijk geblokkeerd tot wanneer het attest van erfopvolging is neergelegd. Er kan geen cash meer worden afgehaald, facturen kunnen niet meer worden betaald en doorlopende opdrachten en domiciliëringen worden stopgezet gedurende één tot vier maanden. Om die periode te overbruggen, krijgt de langstlevende partner ingevolge artikel 1240<sup>ter</sup> van het Burgerlijk Wetboek wel een leefgeld tot de helft van het bedrag dat op alle geblokkeerde zicht- en spaarrekeningen staat, met een plafond van maximum 5 000 euro.

Daarmee kunnen op basis van genoemd artikel 1240<sup>ter</sup> van het Burgerlijk Wetboek dringende facturen worden betaald, zoals de begrafenisondernemer, de huur en elektriciteit, zonder dat een attest of akte van erfopvolging moet worden voorgelegd. De bank oordeelt of die facturen onder de wettelijke voorwaarden toegelaten worden. Facturen voor kinderopvang of het internetabonnement vallen bijvoorbeeld niet onder de wettelijke voorwaarden, al ontstaat in de praktijk hierover al eens discussie. Soms weigert de bank eerst betaling maar

temps, mais après l'intervention d'un avocat ou de la justice de paix, le paiement est tout de même effectué. Pour éviter les injonctions à payer, il faut parfois passer de nombreux appels téléphoniques et envoyer un grand nombre de mails, en plus de tous les autres soucis administratifs déjà mentionnés.

na tussenkomst van de advocaat of het vredegerecht, worden ze wel betaald. Om betalingsaanmaningen te vermijden, moeten soms heel wat telefoontjes en mails worden verstuurd, naast alle andere reeds vermelde administratieve zorgen.

Anja VANROBAEYS (Vooruit)  
Sophie THÉMONT (PS)

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que l'allocation de transition qui a été instaurée en 2015 en réponse aux pièges à l'inactivité résultant de l'ancienne réglementation relative à la pension de survie et faisant que les conjoints survivants mettent leur carrière en veilleuse, voire l'arrêtent complètement pour conserver leurs droits, mais que cette nouvelle réglementation a toujours des effets pervers, en particulier en cas de charge de famille ou lorsque le conjoint survivant ne travaille pas ou seulement à temps partiel lorsque le décès survient;

B. vu l'avis 2014/1 du Conseil consultatif fédéral des aînés et vu l'avis n° 144 du 21 mars 2014 du Conseil pour l'égalité entre les femmes et les hommes;

C. considérant que l'allocation de transition doit être demandée dans les douze mois qui suivent le décès du conjoint, mais que ce délai peut s'avérer insuffisant lorsque le conjoint décédé a eu une carrière mixte ou combinait plusieurs statuts avant son décès, de sorte qu'il faut s'adresser à différents organismes publics pour connaître l'ensemble des droits;

D. vu la Charte de l'assuré social;

E. considérant que la personne qui perd son conjoint doit, outre toutes ses émotions et sa tristesse, s'orienter dans un dédale d'obligations administratives et un échec-complexe de règles. La législation et les obligations administratives sont parfois tellement complexes que même les organismes publics ou les travailleurs sociaux ont du mal à les comprendre et à délivrer toujours des informations uniformes, correctes ou adéquates;

F. considérant que le système de remboursement partiel des soins psychologiques en vigueur depuis avril 2019 comporte encore de nombreux obstacles pratiques et financiers faisant que l'aide professionnelle dans le cadre d'un deuil peut s'avérer insuffisante;

G. considérant que les conditions auxquelles les banques autorisent des paiements à partir de comptes bloqués ne sont pas toujours appliquées de manière univoque et qu'il faut parfois s'adresser à un avocat et/ou un juge de paix pour que cette autorisation change, ce qui ne fait qu'accroître la charge administrative. Les factures relatives à différents besoins fondamentaux, telles que celles qui concernent l'eau, l'électricité, le mazout, le gaz, l'assurance-incendie, le loyer ou le

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat de overgangsuitkering die sinds 2015 is ingevoerd om een antwoord te bieden op de inactiviteitsvallen die bestonden in de oude regeling inzake het overlevingspensioen waarbij langstlevende partners om hun rechten te vrijwaren hun eigen loopbaan gingen afbouwen of zelfs volledig gingen stopzetten, maar dat deze nieuwe regeling nog een aantal ongewenste neveneffecten heeft, in het bijzonder als er kinderen ten laste zijn of wanneer de langstlevende partner voor het overlijden niet of deeltijds werkt;

B. gelet op het advies 2014/1 van de Federale Adviesraad Ouderen en gelet op het advies nr. 144 van 21 maart 2014 van de Raad voor Gelijke Kansen voor Mannen en Vrouwen;

C. overwegende dat de overgangsuitkering moet worden aangevraagd binnen de 12 maanden na het overlijden van een partner, maar dat die termijn soms ontoereikend kan zijn in geval de overleden partner tijdens zijn loopbaan gewerkt heeft onder verschillende statuten of voor zijn overlijden verschillende statuten combineert waardoor verschillende overheidsinstanties moeten worden aangesproken om alle rechten te laten kennen;

D. gelet op het Handvest van de Sociaal Verzekerde;

E. overwegende dat wie een partner verliest zich, bovenop alle emoties en verdriet, zich een weg moet banen in een doolhof van administratieve verplichtingen en een complex kluwen van regels. Soms zijn wetgeving en administratieve verplichtingen dermate complex dat ook overheidsinstanties of maatschappelijk werkers moeite hebben ze te begrijpen en niet altijd uniforme, correcte of passende informatie kunnen verstrekken;

F. overwegende dat het systeem van gedeeltelijke terugbetaling van psychologische zorg dat in werking is sinds april 2019 nog tal van praktische en financiële drempels bevat waardoor professionele ondersteuning bij de rouwverwerking ontoereikend kan zijn;

G. overwegende dat de voorwaarden waaronder banken betalingen toestaan van geblokkeerde rekeningen niet altijd eenduidig worden toegepast en dat die toelating al eens durft te wisselen na een tussenkomst van de advocaat en/of het vrederegerecht, wat alleen maar leidt tot meer administratieve belasting. Een aantal basisbehoeften zoals de facturen voor water, elektriciteit, stookolie, gas, brandverzekering, huishuur of betaling van een hypothecair krediet worden betaald

remboursement d'un crédit hypothécaire sont payées à partir de comptes bloqués, mais la question qui se pose en l'espèce est de savoir si les factures qui concernent une garderie ou un abonnement Internet ne sont pas tout aussi essentielles dans une société moderne,

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de procéder à l'évaluation de l'allocation de transition prévue dans l'accord de gouvernement, évaluation à partir de laquelle des propositions pourront être formulées afin d'éliminer les pièges à l'inactivité qui existent encore en accordant une attention particulière aux familles ayant des enfants à charge, mais aussi aux risques de pauvreté qui peuvent en découler;

2. d'examiner de manière plus approfondie et d'éliminer le piège fiscal à l'inactivité en cas de cumul d'une allocation de transition avec des revenus du travail afin de maintenir l'objectif d'activation de l'allocation de transition au lieu de l'annuler fiscalement;

3. d'examiner dans quelle mesure l'allocation de transition pourrait être octroyée automatiquement sur la base des réseaux de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale;

4. de mettre en place, en collaboration avec les gouvernements et les instances compétentes des Régions, un point de contact central auquel les veufs et les veuves pourraient s'adresser aussi bien en personne que par la voie électronique pour obtenir un accompagnement et un encadrement administratifs;

5. de dresser, dans l'attente de la création de ce point de contact et en collaboration avec les instances régionales compétentes, une liste de toutes les démarches administratives devant être effectuées après le décès du conjoint, et de permettre de mieux atteindre ainsi les bénéficiaires potentiels en diffusant cette liste à toutes les parties entrant en contact avec les proches du défunt (entrepreneurs de pompes funèbres, banques, notaires, justice de paix, avocats, état civil de la commune), et de renforcer le rôle du CPAS en tant que connaisseur des droits, à cet égard, notamment en proposant davantage de formations complémentaires aux travailleurs sociaux qui pourraient décharger les proches de certaines tâches administratives;

6. d'étendre et d'améliorer le régime existant de remboursement partiel des soins psychologiques afin que les personnes qui perdent leur conjoint et les enfants qui perdent un parent à un âge précoce puissent compter sur un accompagnement professionnel de leur deuil aussi longtemps que nécessaire;

van geblokkeerde rekeningen, maar de vraag stelt zich hier of de facturen voor bijvoorbeeld kinderopvang of een internetabonnement niet even noodzakelijk zijn in een moderne samenleving,

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. werk te maken van de evaluatie van de overgangsuitkering die in het regeerakkoord is voorzien, op basis waarvan voorstellen kunnen worden gedaan om de overblijvende inactiviteitsvallen aan te pakken, met bijzondere aandacht voor gezinnen met kinderen ten laste maar ook voor de armoederisico's die hierdoor kunnen ontstaan;

2. de fiscale inactiviteitsval nader te onderzoeken en weg te werken in geval van cumul van een overgangsuitkering met inkomen uit werk zodat de activerende doelstelling van de overgangsuitkering overeind blijft in plaats van fiscaal wordt wegbelast;

3. op basis van de netwerken binnen de Kruispuntbank voor sociale zekerheid te onderzoeken in welke mate de overgangsuitkering automatisch kan worden toegekend;

4. in samenwerking met de bevoegde regionale regeringen en instanties, een centraal aanspreekpunt op te richten waar weduwnaars en weduwen zowel fysiek als digitaal terecht kunnen voor administratieve begeleiding en omkadering;

5. in afwachting daarvan en in samenwerking met de bevoegde regionale instanties een checklist op te stellen van alle administratieve stappen die na het overlijden van de partner moeten worden genomen en daarmee potentiële rechthebbenden beter te bereiken door die checklist te verspreiden onder alle stakeholders die met nabestaanden in contact komen (begrafenisondernemers, banken, notarissen, vrederegerecht, advocaten, burgerlijke stand van de gemeente). Hierbij de rol van het OCMW als rechtenverkenner verder te versterken, door onder meer bijkomende vormingen aan te bieden aan maatschappelijk werkers die administratieve taken uit de handen kunnen nemen van nabestaanden;

6. het bestaand systeem van gedeeltelijke terugbetaling van psychologische zorg uit te breiden en te verbeteren zodat partners en kinderen die hun partner of ouder verliezen op jonge leeftijd kunnen rekenen op professionele rouwverwerking zolang zij daar nood aan hebben;

7. de renforcer la transparence mais aussi de procéder à l'actualisation des conditions légales selon lesquelles des paiements peuvent être effectués à partir d'un compte bloqué après un décès;

8. d'entamer une concertation avec les communautés afin de déterminer dans quelle mesure les allocations familiales majorées accordées aux enfants qui ont perdu un parent ou leurs deux parents sont suffisamment adaptées à leurs besoins.

2 mars 2021

7. meer transparantie te voorzien maar ook een actualisering door te voeren op de wettelijke voorwaarden waaronder betalingen mogen gebeuren van een geblokkeerde rekening na overlijden;

8. in overleg te treden met de gemeenschappen om te bekijken in welke mate de verhoogde kinderbijslag voor kinderen die beide of één van de ouders verloren voldoende afgestemd is op de noden.

2 maart 2021

Anja VANROBAEYS (Vooruit)  
Sophie THÉMONT (PS)